Si c'était là tout ce que le ministre désire, nous serions tous prêts à nous prononcer en faveur de cela. Il a ajouté qu'aucune poursuite ne sera intentée pour infractions au règlement concernant les passeports et les visas contre les demandeurs qui seront jugés comme étant des réfugiés au sens de la Convention, à la condition qu'ils aient fait connaître leur présence au Canada à un agent d'immigration dans les délais prévus au paragraphe 96.1(3) de la loi.

Les deux premiers alinéas indiquent bien que les demandeurs qui ne seront pas jugés comme étant des réfugiés feront l'objet de poursuites. Bien que le nouvel article 96.1 protège ceux qui demandent le statut de réfugié et les réfugiés au sens de la Convention contre toute poursuite pour des délits commis alors qu'ils s'enfuyaient de leur pays et cherchaient refuge au Canada, il ne les protège pas contre les infractions punissables aux termes de l'article 99 de la loi qui vise les passeports et les visas.

Comme l'a signalé le député de Calgary-Ouest, cet article du projet de loi donne malheureusement à entendre que seul un petit nombre de demandeurs qui se présentent sans document ne seront pas exemptés par cet article. Les autres pourront n'être poursuivis que plus tard, mais ils le seront effectivement.

Voilà pourquoi j'ai de sérieuses réserves à appuyer cette motion. Par voie de conséquence, elle semble condamner celui qui, de bonne foi, vient au Canada en croyant vraiment qu'il devrait être considéré comme un réfugié parce qu'il a éprouvé de sérieuses difficultés au Salvador. Peut-être arrive-t-il des États-Unis et n'a-t-il pas voulu compter sur sa chance de figurer parmi les 2 p. 100 de Salvadoriens dont les demandes y sont acceptées. Mais ayant formulé une demande à son arrivée au Canada, il a peut-être écarté à l'étape de la présélection, de l'enquête, voire à celle de l'audition par la section du statut de réfugié. Peut-être bénéficie-t-il de considérations humanitaires, nous n'en savons rien, mais pour un simple détail de procédure, il risque d'être puni. Il peut se présenter à la frontière et déclarer qu'il est un réfugié sans passeport. Pour avoir osé par exemple franchir le pont entre Buffalo et Fort Érié et demander le statut de réfugié, il peut être puni. Je trouve cela déraisonnable.

L'orateur qui m'a précédé a déclaré que la motion «apportait quelques précisions» à l'article visé. Elle clarifie ce que fait le gouvernement, même si l'article a pour but de protéger le petit nombre de ceux qui, selon le député de Calgary-Ouest, seront jugés comme étant réfugiés authentiques au sens étroit que donne à ce mot la Convention des Nations Unies.

Je suis prêt à écouter les commentaires du ministre ou du député de Calgary-Ouest, mais j'ai bien du mal pour le moment à appuyer cette motion.

● (1230)

Enfin, en passant par dessus la motion n° 76—dont je m'accorde à dire que les alinéas *a*) et *b*) semblent avoir pour objet de corriger une certaine formulation maladroite—nous en arrivons à la motion n° 77. Ici encore, je crois raisonnable de

Immigration—Loi

demander qu'on fournisse les motifs par écrit. J'espère vraiment que le député de Calgary-Ouest ne reprendra pas le même disque à propos des milliers de faux réfugiés qui ralentiraient le processus durant des mois et des années et ainsi de suite. Nous parlons d'un stade avancé du processus tel que décrit, et seuls une poignée de gens en sont arrivés à ce stade. Oui, ils peuvent écouter les motifs, mais on devrait les leur fournir par écrit. Il est coutume dans la plupart des tribunaux, au cas où un appel serait interjeté, de fournir par écrit le texte de la décision et de ses motifs. Il n'est pas coutume devant les tribunaux de voir l'appelant ou son avocat dire qu'il a entendu la section du statut de réfugié dire telle et telle chose. Il est coutume de dire: «Donnez-nous cela par écrit».

Le député de Calgary-Ouest a tenté de faire croire que nous demandions dans notre motion d'hier de faire transcrire toute l'audience. C'est absolument faux. Tel n'a jamais été l'objet de la motion d'hier, et ce n'est pas ce que je demande aujourd'hui.

Si cela était jugé recevable, je proposerais:

Qu'on modifie la motion n° 77 en ajoutant les mots «par écrit» après le mot «motifs» aux alinéas *a*) et *b*).

Si un tel amendement était recevable, je le rédigerais pour le faire transmettre au greffier.

M. le vice-président: M. Heap propose de modifier la motion n° 77 en y faisant ajouter les mots «par écrit» après le mot «motifs» aux alinéas *a*) et *b*). Je réserverai ma décision à ce sujet pendant quelques minutes.

M. Friesen: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Nous avons traité de la même question hier. Étant donné que nous nous sommes déjà prononcés à ce sujet, je doute que cet amendement soit recevable.

M. Heap: Monsieur le Président, le vote d'hier avait trait à un autre article du projet de loi. J'estime donc que la décision touchant cet autre article n'interdit pas de présenter un amendement à cet article-ci.

M. le vice-président: Je vais donner pour le moment la parole au député de York-Ouest (M. Marchi) qui intervient dans le débat, et je ferai connaître ma décision aussitôt que possible.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, la motion n° 73 ne nous inquiète pas trop, à moins que les ministériels qui en parleront ne me fassent changer d'avis. Cependant, la motion n° 74 a de quoi nous inquiéter.

Si on étudie l'article 96.1 à la page 51 du projet de loi, on trouve les mots «Condition préalable» dans la marge de droite. Je pense que ces mots résument l'intention de la motion et se réfèrent à ce qui est écrit aux lignes 16 et 17. Voici le passage en question:

La personne qui revendique le statut de réfugié au sens de la Convention et qui a avisé l'agent d'immigration en ce sens ne peut, tant que la question n'est pas tranchée...

Je pense que les mots «Condition préalable» se réfèrent au passage «tant que la question n'est pas tranchée».